

**Auvergne & Rhône-Alpes**

**la région patriote !**

WWW.FN-AURA.FR - AURA ET LABORA

SEPTEMBRE 2017 - N°4



*En Assemblée plénière auvergnate et rhônalpine du 29 juin 2017, le président du groupe Front National, Christophe Boudot, s'est prononcé sur le compte administratif 2016 de la Région. Pour la première fois depuis 1998, le groupe FN ne votera pas contre un compte administratif régional :*

Fin juin, il en va des Régions comme souvent des entreprises : c'est le temps de la publication des comptes annuels, des bilans. En l'occurrence, aujourd'hui, vous nous soumettez une présentation assez claire du Compte administratif 2016 qui traduit les résultats chiffrés de votre politique et son application au regard du budget prévisionnel de 2016.

A l'évidence, le premier bilan chiffré de votre action à la tête de la Région marque, il faut bien le reconnaître, une certaine rupture, un changement de pied assez net dans la plupart des domaines de compétence. Manifestement, l'action du vice-président Etienne Blanc connaît de bons résultats.

Partageant avec mon groupe le souhait de réaliser des économies de fonctionnement assez importantes sur cette première année, vous allez même

S'agissant de l'investissement, malgré certains décalages de paiement et l'utilisation opportune de fonds européens, il repart à la hausse de plus de 152 millions. Mais la Région n'est-elle pas, par nature, une collectivité d'investissements lourds ? Les transports ferroviaires, la construction des lycées, les chantiers de l'apprentissage, et l'aménagement du territoire..., notamment en matière de lutte contre les fractures numériques et médicales.

Dans le cadre de son intervention lors de la présentation du BP 2016, l'excellent vice-président Charles Perrot avait prévenu que le groupe FN serait particulièrement attentif quant à la réalisation de vos promesses électorales.

Il avait même dit qu'empruntant les habits de Monsieur Jourdain, qui c'est bien connu, faisant de

**LE COMPTE ADMINISTRATIF**

ment, et la mise en place de la préférence régionale, nette préfiguration de la préférence nationale dans l'attribution des marchés publics aux PME de la Région, sans parler du soutien au monde rural, soutien aux chasseurs, etc.

Il nous faut reconnaître que pour une première année ce n'est pas si mal, et qu'une rupture nette avec l'ancienne majorité est désormais enclenchée.

A la vérité, Monsieur le Président, j'irai plus loin et je vous le dis avec une certaine solennité : votre action à la tête de la Région valide aujourd'hui la pertinence de 30 ans de combat politique du Front national, sous l'égide notamment du Président Bruno Gollnisch.

Le combat a été rude et notamment contre les différents groupes de droite et du centre, ces macronistes-comparinistes de l'époque, mais mon groupe, n'a jamais - jamais - lâché un pouce de terrain.

Véritablement conscient qu'un premier pas a été fait dans le sens de l'intérêt général et du bien commun, j'ai demandé à mon groupe, et ce pour la première fois depuis 1998, de NÉ PAS VOTER CONTRE ce compte administratif 2016.

Monsieur le Président, nos compatriotes l'ont clairement montré lors des dernières consultations

**« Une disposition d'esprit bienveillante, pour concourir au plus grand bien des Auvergnats et des Rhône-Alpins ! »**

électorales, ils ne croient plus aux fausses promesses, aux partis traditionnels éculés, aux pratiques douteuses, voire scandaleuses, d'une République d'ancien régime. Il faut imposer sans tarder partout au sein de cette administration régionale la culture du résultat et instaurer une véritable rupture avec le passé.

Monsieur le Président, cette région Auvergne - Rhône-Alpes peut et doit devenir un laboratoire d'idées et d'actions, pour le bien de nos compatriotes, pour le bien commun tout simplement.

A cet égard, dans quelques minutes, au moment de la discussion des autres rapports, mon groupe vous proposera une série d'amendements parfaitement pertinents pour compléter vos délibérations. Je ne doute pas du bon accueil qui leur sera réservé.

Pour conclure, Monsieur le Président, nous nous abstenons donc sur l'ensemble de ce rapport et nous vous donnons rendez-vous à l'automne pour vos orientations budgétaires qui ne manqueront pas, je l'espère, de présenter d'autres avancées et d'autres ruptures avec le passé. Telle est notre disposition d'esprit bienveillante, pour concourir au plus grand bien des Auvergnats et des Rhône-Alpins.



**Christophe BOUDOT**

Après un premier semestre 2017 riche en scrutins nationaux et en bouleversements de toutes sortes, l'heure est venue de se concentrer à nouveau, totalement, sur le travail régional.

Certes ces échéances ne nous ont pas apporté la victoire que nous espérions. Mais Marine LE PEN s'est qualifiée pour le second tour des Présidentielles, elle y a engrangé presque 11 millions de voix, et notre représentation parlementaire passe de 2 à 8 sièges. En mars 2018, le Front National tiendra son congrès afin d'entamer une nouvelle séquence de son histoire et de placer les prochaines échéances électorales sous le signe du succès. Ce n'est pas le cas des autres partis qui siègent à la Région. Avec des LR qui ne savent plus avec qui, et dans quelle direction, ils doivent se tourner, des centristes plus tâtonnants que jamais, un MODEM qui avec ses 8 élus doit incarner à lui seul une majorité présidentielle centro-progressiste tout en tentant de rester fidèle à un mécano régional marqué du sceau de la droite wauquiezienne la plus pure. Et que dire de la gauche régionale ?! Avec un groupe PS en déshérence, ne sachant plus très bien qui est socialiste, qui est macroniste, qui est hamoniste... Un groupe EELV qui est l'émanation d'un parti mort-vivant, des communistes confits dans un passé révolu, débordés par des insoumis qui ne leur laissent plus d'espace politique et des radicaux de gauche, qui se sont amarrés à ce Titanic qui s'appelle le PS et qui risque bien de les entraîner dans son naufrage.

Le groupe FN est de son côté soudé et fort de ses 34 élus, il se prépare à affronter les échéances budgétaires régionales à venir. Nous serons attentifs aux rapports présentés par l'exécutif, et nous continuerons à faire un travail d'opposition constructif, alertant lorsqu'il faut alerter, s'opposant lorsqu'il convient de s'opposer, mais soutenant si les projets proposés vont dans le sens de l'intérêt général des Auvergnats et des Rhônalpins.

**LE GROUPE FRONT NATIONAL RÉAFFIRME SON UNITÉ DERRIÈRE MARINE LE PEN**

Les 34 élus Front National de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, réunis en séance de travail le 21 septembre 2017, ont réaffirmé leur soutien à la direction nationale du Front National et à sa Présidente Marine LE PEN. Ils ont par écrit renouvelé unanimement leur adhésion au groupe FN régional présidé par Christophe BOUDOT.



beaucoup plus loin que votre engagement au BP en réalisant 130 Millions d'économies, soit plus du tiers de l'objectif annoncé pour tout le mandat. Il est à noter que la création d'un service dédié au contrôle financier des satellites de la Région et la mise en place d'une direction de l'audit et des risques est une bonne chose.

La bonne tenue des dépenses de fonctionnement vous permet d'absorber la baisse régulière des dotations de l'Etat et vous accorde un volant d'autofinancement en hausse et une épargne brute en progression à hauteur de 95 millions d'euros. Cela change avec le passé... et vous redonne des marges de manœuvre.

la prose sans le savoir, vous, Monsieur le Président, partageant la plupart des idées que nous défendons - nous - depuis 30 ans dans cette assemblée, vous faisiez du Front national sans le savoir, ou plutôt en le sachant très bien. Au contraire...

Oui, Il faut bien le reconnaître, Monsieur le Président : qu'avec ce Compte administratif 2016, vous vous inscrivez clairement dans le cadre du plan que j'avais proposé lors de la dernière campagne électorale et avant moi Bruno Gollnisch : une baisse de 10 % des indemnités des élus, une baisse de plus de 100 millions des budgets de fonctionnement, pas d'augmentation des taxes régionales, un plan de désendettement dès la première année, une hausse sensible de l'investisse-



**Thibaut MONNIER**

**Antoine MELLIES**

**Sainte-Colombe : Sauvons la petite Pompeï viennoise**

*Lors de fouilles préventives à Sainte-Colombe (69), commune située juste en face de Vienne (38), les vestiges exceptionnels d'une ville romaine antique ont été mis au jour. Mais le site est menacé par un projet immobilier. C'est pourquoi les élus régionaux Antoine Mellies et Thibaut Monnier ont adressé une lettre ouverte à la « Direction Régionale des Affaires Culturelles » (DRAC).*

Dans le cadre d'une opération d'archéologie préventive à Sainte-Colombe dans le Rhône, des archéologues ont découvert un quartier intact de la Vienne antique. Villa romaine, mosaïques, place publique, forge, boutiques, coffres forts : ces découvertes archéologiques sont inestimables tant pour la recherche que pour notre patrimoine immatériel. Située à quelques centaines de mètres du musée gallo-romain de Saint-Romain en Gal aménagé en 1967 sur les ruines d'un quartier résidentiel de la Vienne antique, la petite Pompeï témoigne surtout de la richesse patrimoniale et historique du bassin viennois et de toute une région pétrée par la civilisation gallo-romaine. Mais ce patrimoine fragile est menacé par la poursuite d'un projet immobilier prévoyant la

construction de logements et d'un parking. Si les fouilles ont été prolongées de trois mois par la DRAC, les services de l'Etat ne semblent pas décidés à sauvegarder un site condamné à la bétonisation.

Pourtant, la loi sur l'archéologie préventive adoptée le 17 janvier 2001, permet de mettre en œuvre des mesures partielles ou complètes de sauvegarde du site concerné par les fouilles mais également de proposer son classement au titre des monuments historiques. La DRAC ayant elle-même qualifié cette découverte d'exceptionnelle, elle ne peut pas s'arrêter en si bon chemin et doit étudier les modalités réglementaires et financières pour protéger définitivement et mettre en valeur ce site remarquable. C'est d'ailleurs la mission que s'est assignée le collectif citoyen pour la sauvegarde du site archéologique du Pays viennois qui compte faire entendre sa cause auprès des pouvoirs publics et de la société civile.

Nous vous demandons de mettre à profit tous les moyens à votre disposition pour éviter à ce site remarquable une destinée tragique : la destruction totale ou partielle.



## L'apprentissage : Filières d'avenir, d'excellence et de fierté régionale



**Muriel BURGAZ**

*En Assemblée plénière AuRA du 29 juin 2017, Muriel Burgaz a évalué la politique régionale en matière d'apprentissage :*

On attendait plus de « nouveau et d'ambition », plus de volonté politique que de brassage administratif. On voit d'ailleurs, M. Wauquiez, que les élans ambitieux de votre campagne électorale ont été revus nettement à la baisse.

D'un objectif de 60 000 apprentis vous nous annoncez aujourd'hui 55 000. Que constate-on aujourd'hui ? Que malgré des investissements considérables, les résultats quantitatifs et qualitatifs de l'apprentissage restent médiocres. Pourquoi ?

**Déjà, certes, c'est lié à la santé économique.**

L'apprentissage reste un contrat de travail et il est évident que quand l'entreprise n'a pas suffisamment de travail, elle n'embauche pas d'apprentis. On en profite pour rappeler que pour aider les entreprises à créer de l'emploi, ce n'est pas seulement leur distribuer des subventions, mais les aider à protéger leurs marchés.

C'est le sens de notre amendement : pouvoir clairement les récompenser par une priorité aux marchés publics de la région dès le premier apprenti employé.

La santé économique n'est cependant pas la seule raison. Il est nécessaire de réduire la complexité des démarches pour l'entreprise et lui offrir plus de clarté sur la législation et les aides.

**Un autre frein est la complexité des démarches administratives.**

Un système tellement complexe que même les experts s'y perdent. En plus de cela, le dirigeant doit faire face à une multitude de contraintes réglementaires qui ne les incite pas à embaucher un apprenti. A ce sujet, nous saluons la démarche de la Région d'engager un dialogue avec l'Etat pour expérimenter un assouplissement de cette réglementation. Mais nous pensons qu'il faut aller plus loin et définir une véritable charte qui permette une adaptation totale aux exigences de chaque corps de métier.

**3<sup>ème</sup> logique que nous n'avons eu de cesse de souligner au Front National, c'est qu'il faut remettre l'entreprise au centre du processus !**

L'apprentissage est avant tout une affaire d'entreprise. Si on veut que ce soit une arme efficace contre le chômage, il faut que l'apprentissage soit conçu et organisé en fonction de la demande réelle des entreprises et du monde du travail...

Aujourd'hui on voit bien que l'enseignement est totalement déconnecté des besoins des entreprises. Il faut améliorer l'adaptation des formations aux besoins réels de l'économie et des entreprises.

Et les entrepreneurs sont les premiers à le dire : les diplômés de l'éducation nationale – BEP- CAP – ne sont plus en rapport avec les besoins des entreprises : trop d'enseignement théorique, pas assez de connaissances pratiques.

En Allemagne, souvent citée en

exemple et à juste titre pour sa réussite dans ce domaine, tout le système de l'apprentissage est construit autour de l'entreprise. Ce sont les branches professionnelles qui édictent les titres professionnels et décident du contenu des formations.

Un autre constat montre que l'apprentissage a PLUS progressé pour l'enseignement supérieur et finalement, c'est là où il a le moins d'effets sur l'emploi. Car ce sont pour les jeunes sans diplôme préalable que l'apprentissage est le plus utile en termes d'insertion professionnelle et d'emploi et qu'il est donc plus logique de concentrer les efforts et les moyens publics.

**Le 4<sup>ème</sup> et dernier point est plus psychologique. Le développement de l'apprentissage souffre d'un déficit d'image.**

Depuis près de 50 ans, l'Éducation nationale considère la formation aux métiers comme un enseignement de seconde zone réservé aux enfants dits en échec scolaire. Et du coup les familles tombent dans le leurre du bac facile et des études supérieures pour tous.

Alors comment rendre l'apprentissage plus attractif et lui redonner ses lettres de noblesse ?

Déjà en proposant, voire même en rendant obligatoire, une formation à l'attention des professeurs et des

**« Le développement de l'apprentissage, volet essentiel du retour à l'emploi ! »**

services d'orientation, qui savent très bien orienter vers les études générales, mais beaucoup moins vers la voie professionnelle.

Ensuite promouvoir l'apprentissage auprès des jeunes en valorisant son rôle de promotion sociale. On est dans une société d'images, de rêves, d'exemples. On a besoin de moderniser notre communication à ce niveau là.

On manque de mise en valeur, d'histoires de réussite de vie, pourquoi pas au travers d'exemples concrets, dans la Région, de personnes qui ont « réussi » en débutant leur parcours par l'apprentissage.

Il faut montrer que la réussite personnelle et la promotion sociale sont affaires de talent, de courage, d'appartenance à l'entreprise, plus que d'accumulation illimitée de connaissances. Nous ne devons pas négliger que nous sommes dans une société où le rôle des «services» va devenir de plus en plus important.

L'image de l'apprentissage n'en sera qu'améliorée si on démontre qu'il réagit rapidement aux changements de l'économie et que ce sont des filières d'avenir, d'excellence et de fierté régionale.

Nous voterons pour ce rapport.

## Questure : Sophie Robert Présidente !



**Sophie ROBERT**

*Conseillère régionale depuis 2010, Conseillère municipale de Feurs (42), Secrétaire*

*départementale du FN dans la Loire, Sophie ROBERT est déjà une élue chevronnée. C'est d'ailleurs à sa connaissance des rouages administratifs qu'elle se doit d'avoir été choisie par son groupe pour siéger au sein de la Questure de la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Depuis quelques mois elle assure d'ailleurs la Présidence de cette instance. Explications :*

**Sophie ROBERT, vous présidez la Questure de la Région Auvergne-Rhône-Alpes depuis le mois de mars dernier, qu'est-ce que recouvre cette présidence ?**

Sophie Robert : Tout d'abord, permettez-moi de faire une petite explication de vocabulaire, car je ne sais pas si tous vos lecteurs connaissent le sens du mot « Questure ». ... la Région est administrée par une Assemblée plénière de 204 conseillers régionaux (dont 34 élus FN), et pour les affaires dites courantes par une Commission permanente de 61 membres (dont 10 pour le FN). Ces deux instances sont aidées dans leurs travaux par 18 commissions thématiques, toutes présidées par des élus membres de la majorité LR-UDI-MO-DEM. Il existe une 19<sup>ème</sup> commission, d'un genre particulier, c'est la Questure.

**En quoi cette commission est-elle si particulière ?**

S. R. : Historiquement, la Questure constitue un bureau chargé des problèmes d'administration intérieure d'une assemblée (établissement du budget, personnel, locaux, matériel). Son nom fait référence au rôle administratif et financier des questeurs de la République romaine. En France c'est Napoléon Bonaparte, alors Premier Consul, qui par le sénatus-consulte du 28 frimaire an XII (20 décembre 1803), a introduit cet outil de gouvernance dans nos institutions. Sa fonction découle du principe d'autonomie administrative et financière des assemblées, constituant ainsi une garantie de leur indépendance vis-à-vis du pouvoir exécutif.

**C'est en vertu de ce principe d'autonomie que vous en exercez la Présidence ?**

S. R. : Oui, tout à fait. En Région Auvergne-Rhône-Alpes la Questure est constituée d'un représentant de chaque groupe politique (il y en a

8) et d'un représentant de l'exécutif régional. La présidence est tournante et chaque groupe en assure la présidence à tour de rôle. C'est une instance qui est politique, mais qui n'est pas partisane. Les élus qui y siègent sont là pour aplanir les difficultés techniques, financières, administratives et parfois politiques dans le fonctionnement de l'institution

**Concrètement, quels sont les dossiers abordés et gérés par la Questure ?**

S. R. : Les sujets sont multiples. Allant de la dotation en moyens des groupes politiques au problème de couverture en téléphonie mobile dans les enceintes régionales en passant par les conditions de travail des personnels. Il n'y a pas de sujet tabou. Il n'y a pas de faux sujet. Il n'y a pas de sujet mineur. Après tout, ne dit-on pas souvent que le diable se cache dans le détail ? ... La Questure est là aussi pour traiter du détail des problèmes.

**Vous évoquez les conditions de travail des personnels, n'y a-t-il pas dans ce cas précis un doublon avec le rôle des instances représentatives du personnel ?**

S. R. : Non, pas du tout. L'exécutif régional travaille régulièrement avec les IRP comme c'est son rôle. Mais, en tant qu'élus, nous sommes souvent nous-mêmes directement interpellés et alertés par des personnels sur tel ou tel dysfonctionnement dans l'administration régionale, sur telle ou telle difficulté, conjoncturelle ou structurelle. Les personnels étant aussi des citoyens et des électeurs... Il est de notre devoir d'élu d'en informer l'exécutif pour faire bouger les choses. Et c'est au sein de la Questure que nous débattons de cela.

**Et en tant que Présidente de la questure, comment travaillez-vous ?**

S. R. : Il est important, à mon sens, lorsque l'on assume une présidence de ce type de laisser les bonnes idées et les bonnes propositions émerger, sans tomber dans les éternels clivages. En tant que Présidente, je ne renie bien évidemment pas mes opinions, mais il faut savoir prendre l'entière mesure de cette commission si particulière. Je pense que la Questure est un organisme à part dans la collectivité, le seul dans lequel, réellement, les élus peuvent échanger et débattre sans arrière-pensées politiciennes. C'est en tous les cas sous ce marqueur que j'ai placé ma propre présidence.



## Culture & patrimoine : Mettons à bas l'hégémonie gauchiste



**Agnès  
MARION**

« Or, comme nous, vous savez que la culture n'est pas de gauche, elle est seulement embastillée par la gauche : Libérons-la ! »

En Assemblée plénière auvergnate et rhônalpine du 29 juin 2017, Agnès Marion a plaidé pour une culture enracinée, demandant à M. Wauquiez de rompre enfin avec l'idéologie de gauche :

Nous vivons des temps politiques incroyables, M. le Président ! A la lecture de votre rapport, je me suis surprise à me poser la question : « notre cher président de Région serait-il lui aussi saisi de Macronite ? » Suggestion saugrenue d'un esprit fatigué par la fin d'année que j'ai balayée d'un revers de main : « Pas lui, quand même pas lui ! ». Mais

convenez-en avec moi : ce rapport sème le trouble ! On peut le lire comme la première étape d'une politique culturelle ambitieuse ET EN MÊME TEMPS comme la continuation de la politique menée par la gauche depuis des décennies dans ce domaine !

Votre nouvelle politique en faveur de la culture et du patrimoine est pleine de bonnes intentions, nous nous en réjouissons !

Nous nous réjouissons notamment que la culture ne soit pas considérée comme un simple levier économique, (parfois pour générer des richesses, souvent pour entretenir au frais du contribuable des côteries bien-pensantes)

Nous nous réjouissons que vous vous rangiez à une position qui a toujours été la nôtre : la volonté de défendre notre patrimoine matériel et immatériel, c'est à dire notre identité ! Dans ce monde en constante évolution, nous vous donnons raison de considérer que cette identité doit être valorisée parce qu'elle représente précisément une permanence, un point d'ancrage et d'enracinement, face à la perte de repères et l'uniformisation qui sont les corollaires de la mondialisation sauvage : « les arbres aux racines profondes sont ceux qui montent le plus haut ! » disait Mistral.

Nous nous réjouissons lorsque vous parlez du « lien social que la culture tisse à travers notre héritage matériel et immatériel » : oui, Monsieur le président, cette identité reçue de nos pères, nous avons le devoir de la défendre comme une réalité vivante, parce qu'elle est le ciment social qui nous permet d'être un peuple uni au delà de nos différences. Si vous allez dans ce sens là, vous nous trouverez à vos côtés pour rompre avec 50 ans de monopole culturel de la gauche qui a érigé en totem des aberrations et déconstruit notre héritage !

considérer que cette identité doit être valorisée parce qu'elle représente précisément une permanence, un point d'ancrage et d'enracinement, face à la perte de repères et l'uniformisation qui sont les corollaires de la mondialisation sauvage : « les arbres aux racines profondes sont ceux qui montent le plus haut ! » disait Mistral.

Nous nous réjouissons lorsque vous parlez du « lien social que la culture tisse à travers notre héritage matériel et immatériel » : oui, Monsieur le président, cette identité reçue de nos pères, nous avons le devoir de la défendre comme une réalité vivante, parce qu'elle est le ciment social qui nous permet d'être un peuple uni au delà de nos différences. Si vous allez dans ce sens là, vous nous trouverez à vos côtés pour rompre avec 50 ans de monopole culturel de la gauche qui a érigé en totem des aberrations et déconstruit notre héritage !

considérer que cette identité doit être valorisée parce qu'elle représente précisément une permanence, un point d'ancrage et d'enracinement, face à la perte de repères et l'uniformisation qui sont les corollaires de la mondialisation sauvage : « les arbres aux racines profondes sont ceux qui montent le plus haut ! » disait Mistral.

Pourtant à la lecture de ce rapport, et au travers de nos travaux en commission, nous sentons bien que vous devez encore donner, malgré tout, des gages à la gauche : la rigueur budgétaire est un cache-sexe bien utile pour ne pas avoir à assumer des choix de rupture idéologique dont nous vous savons pourtant capable ! **Souvenez-vous, vous n'avez pas manqué de courage quand vous avez retiré à notre demande la subvention au label Dur et Doux qui produit Brice et sa pute.**

Nous regrettons également le flou des critères de subventions que même votre vice-présidente semble ne pas maîtriser : comment ne pas penser immédiatement au fameux « quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup ! » : en effet, avec un tel cadre on peut faire tout, ET EN MÊME TEMPS, son contraire.

Levez donc le voile sur vos choix en matière de politique culturelle M. le Président ! Nous le savons tous, la culture n'est pas neutre et porte une vision du monde. Ne vous contentez donc pas de la gestion des affaires courantes : cela vous pousse, faute de vision claire, à reconduite, par défaut, des subventions sans intérêt, quand elles ne sont pas délétères, datant de la mandature Queyranne : Même la villa Gillet, malgré sa scandaleuse gestion et en dépit des diverses procédures entamées, ne s'en tire pas si mal depuis votre prise de fonction : un système contrarié peut-être mais qui trouvera rapidement le moyen de rétablir son train de vie pharaonique, financé par les subsides que nous lui versons...

**Trop de gestion, pas assez de lignes directrices ambitieuses, authentiques, enracinées, concrètes dans votre rapport. Trop de bonnes intentions sujettes à l'arbitraire des interprétations dans les mises en œuvre. Trop de flou sur lequel prospère un absurde saupoudrage, quand l'action régionale en faveur de la culture gagnerait à choisir quelques beaux projets à soutenir plutôt que de donner 3 francs 6 sous à une myriade d'associations souvent parasites, toujours incontrôlables !**

Notre région possède, vous le soulignez, un patrimoine et une mémoire exceptionnels :

soutenons les projets fondés à l'initiative et grâce à l'investissement de nos concitoyens qui se réapproprient à cette occasion leur mémoire confisquée depuis des décennies. Je pense par exemple au Spectacle consacré à Monsieur Vincent, à Châtillon sur Chalaronne, que je vous engage à aller découvrir. Racontons surtout notre histoire régionale dans sa globalité, plutôt que de choisir dans l'Histoire des faits qui permettent d'asséner une vision idéologique du monde. Tant de lieux de notre région mériteraient aussi notre attention, parce qu'ils racontent d'où nous venons et qui nous sommes. Je pense, entre autre exemple, à :

- la Chapelle expiatoire des Brotteaux
- les pentes de la Croix-Rousse en souvenir du soulèvement et du massacre des Canuts
- la chapelle des martyrs de Feurs,
- le tata des Sénégalais de Chasselay
- les ruines du château de Montbrison en souvenir des massacres perpétrés par les bandes du Baron des Adrets.
- la colonne du martyr de Ste Blandine
- le plateau de Gergovie où nos ancêtres les Gaulois ont baptisé l'esprit de résistance qui est la marque de notre région.

Donc, « De l'audace, de l'audace et toujours de l'audace ! » soyez audacieux, Monsieur le Président, nous vous en savons capable ! C'est bien à cause de ce manque d'audace que la Droite a laissé depuis des décennies, le champ politique en général et la culture en particulier à la gauche. Au point de se fondre dans la gauche : Le président Macron n'est à ce titre que l'ultime avatar et le prix de la compromission. Rien de constructif là-dedans ! Rien ! Seulement, nos concitoyens en payent chèrement le prix.

Monsieur le Président, l'enjeu de ce rapport est bel et bien de répondre par la négative à la question : "la culture est-elle de gauche ?" Or, comme nous, vous savez que la culture n'est pas de gauche, elle est seulement embastillée par la gauche : Libérons-la M. le Président ! Ce rapport en est l'occasion : **montrons à tous que la droite a le droit et je dirais même le devoir de défendre des politiques culturelles ambitieuses parce qu'enracinées !**

## Chrétiens d'Orient : Quel rôle pour la Région ?



En assemblée plénière du Conseil régional Auvergne - Rhône-Alpes, Antoine Mellies a posé des questions sur le rôle que compte jouer l'Exécutif régional par rapport aux chrétiens d'Orient, touchés par le terrorisme islamique et la guerre en Syrie : Six mois après la libération d'Alep-Est par l'armée régulière, de nombreux syriens reviennent dans cette partie dévastée de la deuxième ville de Syrie. Aujourd'hui, près de 200 000 syriens y vivent dans des conditions particulièrement précaires car 60% des bâtiments ont été détruits et une grande partie du réseau électrique et de distribution d'eau est encore hors d'usage.

Parmi eux les minorités chrétiennes ont été particulièrement touchées. Sur les 150 000 chrétiens habitant à Alep Est, 25 000 d'entre eux sont déjà rentrés chez eux ou dans ce qu'il reste de leur habitation.

Depuis la fin des combats et l'évacuation des djihadistes d'Al Nosra (branche syrienne d'Al Qaïda), l'opération de reconstruction est à l'œuvre. De nombreuses ONG internationales et françaises se

sont déjà mobilisées pour apporter leur aide aux familles syriennes désireuses de regagner leur foyer. C'est le cas notamment de L'AED (aide à l'église en détresse), de l'Œuvre d'Orient ou encore de SOS Chrétiens d'Orient qui a déjà financé la reconstruction de 50 maisons à Alep Est. Mais la tâche est immense et c'est pourquoi les Aleppins doivent pouvoir compter sur le soutien moral, financier et logistique de l'Etat français ainsi que des collectivités locales, dans le strict périmètre de l'action décentralisée et de la coopération internationale.

A ce titre, le vice-président Philippe Meunier, avait déjà pris l'initiative d'inviter dans les locaux de la région le 17 février 2017, Monseigneur Sahane SAR-KISSIAN, Archevêque de l'Eglise apostolique arménienne d'Alep. Durant cette audition, il avait notamment souligné sa volonté d'aider les réfugiés d'Alep à retrouver leur habitation et rappelé que la région soutenait déjà l'accueil des réfugiés syriens dans la ville de Tripoli au Liban.

Depuis, 6 mois se sont

écoulés sans que nous sachions quelles initiatives ont été prises par la Région Auvergne - Rhône-Alpes. Aucune audition des associations humanitaires investies dans la reconstruction d'Alep Est, n'a été programmée par la commission « relations internationales et accords agricoles » et aucun projet tangible de coopération humanitaire ne semble avoir été mis sur pied.

Monsieur Le Président, - Allez-vous auditionner toutes les associations humanitaires qui œuvrent à la reconstruction d'Alep Est et des autres villes de Syrie meurtries par la guerre ?

- Allez-vous proposer aux conseillers régionaux un programme d'aide spécifique aux minorités chrétiennes d'Orient afin de leur garantir un avenir sur leur terre ?

- Allez-vous positionner la Région Auvergne - Rhône-Alpes comme acteur de premier plan dans la reconstruction de la Syrie ainsi que dans la mise en œuvre de politiques d'aide aux réfugiés syriens souhaitant regagner leur terre ?



**Muriel  
COATIVY**

## Véloroutes : 100K€ le kilomètre !

Assemblée plénière du Conseil régional Auvergne - Rhône-Alpes : Muriel Coativy s'est opposée au maillage dense sur le territoire de véloroutes à... 100.000 €/km

Sur ce rapport, des données sont indéniables et nous les partageons : D'une part, le tourisme vert a la côte. D'autre part, le potentiel économique est réel. Enfin, Achever la Via Rhôna est une priorité. Mais, pour le reste, nous émettons des réserves : vouloir tisser une toile d'araignée de véloroutes sur la région est un projet démesuré. OUI aux itinéraires régionaux. NON aux boucles locales et réseaux secondaires. A 100.000 € le km, l'investissement public est conséquent et la dynamique touristique et économique s'y rapportant ne sera pas éternellement proportionnelle.

Vous souhaitez faire de la région Auvergne - Rhône-Alpes la première région cyclable d'Europe. C'est tout à fait honorable. Mais comptez-vous dès lors, Monsieur le Président, vous associer au projet métropolitain d'obliger les habitants à ranger leur véhicule au garage et leur imposer le vélo comme seul mode de déplacement au-delà du simple projet touristique ?

Vous souhaitez, par ce rapport, rendre les voies vertes de la région Auvergne - Rhône-Alpes les plus vertes d'Europe. Vous avez une « une ambition environnementale ». C'est encore plus honorable.

Toutefois, je me permets de vous rappeler votre dernière ambition environnementale : 45 km d'autoroute le long de l'A47, au travers de champs et vergers dans les coteaux du Jarest, avec pas moins de 11 viaducs et 4 tunnels. Est-ce que ce projet de l'A45 est dès lors également pour vous un, je vous cite, « marqueur fort pour la politique environnementale de la région » ? Si oui, nous n'en avons pas la même définition. Si non, tout cela manque un peu de cohérence ! Difficile de nous faire avaler, Monsieur le Président, votre ambition environnementale quand vous faites le forcing pour l'A45. A moins que ce ne soit du donnant-donnant à l'heure où notre nouveau ministre de la transition écologique et solidaire a décidé de se faire sa propre opinion sur le sujet. En attendant, le groupe Front National votera donc contre ce rapport.





**Le pictogramme de M. Tardy, maire de Lorette (42). Il déclenche une bronca médiatique, des politiciens serviles et la fureur des associations immigrationnistes grassement subventionnée par les auvergnats et Rhônalpins...**



**Bruno Desies**

Homme d'expériences multiples, diplômé en Sciences Politiques, Economie et Finance, il réalise l'essentiel de sa carrière en Asie, d'abord à la Direction des Relations Economiques Extérieures puis en entreprise, en poste successivement à Singapour, en Chine et en Birmanie. Chef de Poste du Service Commercial de l'Ambassade de France en Birmanie, il joue un rôle déterminant dans l'attribution d'un contrat gazier au groupe Total. Sollicité par des entreprises pour développer leurs projets, il rejoint alors la banque Peregrine de Hong Kong puis le Groupe Air Liquide qu'il implante industriellement. Actif dans la communauté française, il fonde la Chambre de Commerce Française en Birmanie qui reste toujours l'une des deux seules chambres de commerce étrangères enregistrées. De retour en France au début des années 2000, il crée avec son épouse une petite entreprise de diététique, cosmétique et soins du corps exploitée jusqu'en 2012. Capitaine de réserve, chef de section au 3ème Régiment de Parachutistes de l'Infanterie de Marine, Bruno Desies a toujours servi son pays en première ligne là où le destin l'avait placé. Militant de toujours, il participe depuis 2010 à l'élaboration du programme économique du Front National, plus particulièrement le volet TPE/Artisanat. Il a également contribué au Collectif Audace (qui rassemble les jeunes chefs d'entreprise) sur la question difficile des charges sociales et leur système aberrant de collecte et de gestion au détriment des travailleurs. Conseiller Régional depuis 2015, il est membre des commissions Economie/Entreprises, TPE/Commerce/Artisanat, Transports/Infrastructures et Relations Internationales. Accessible, disponible, combatif, ayant un sens aigu du leadership Bruno Desies conçoit son rôle d'élue avant tout comme le porte-parole de tous les citoyens de sa circonscription, sans exception.

Marie Dauchy, employée dans une entreprise privée, est née à Calais le 5 Février 1987. Ses parents sont venus s'installer en Savoie à Saint Jean de Maurienne afin d'ouvrir un commerce dans la vente de vins et de spiritueux. Elle a effectué toutes ses études en alternance afin d'être confrontée au monde du travail et dans le but d'acquérir des compétences professionnelles rapidement. C'est en 2013 qu'elle est sortie diplômée de l'Université de Savoie.



**Marie Dauchy**

Elle a commencé à s'intéresser à la politique lorsqu'elle a eu l'âge de voter pour la première fois. Lorsque Marine a débuté sa campagne pour les présidentielles, l'engagement au Front National lui a semblé être une évidence et c'est à l'issue d'une UDT qu'elle a décidé de s'investir d'avantage pour son pays et pour la préservation de l'identité française. Elle s'est présentée à plusieurs élections et c'est en Août 2015 qu'elle a été nommée secrétaire administrative au bureau de la fédération de Savoie et responsable des cantons de Saint Jean de Maurienne et de Modane. En 2016, elle agrandit son secteur en devenant secrétaire de la 3ème circonscription et organise plusieurs réunions et actions militantes afin de former une belle équipe sur le terrain pour aider Marine dans sa

campagne. Conseillère régionale depuis Janvier 2016, elle a à cœur la défense de l'argent public et la lutte contre le gaspillage. Elle ne manque pas une occasion de rapporter aux adhérents les dépenses aberrantes de la région aux frais du contribuable. Engagée dans plusieurs associations savoyardes, elle consacre beaucoup de temps à celles-ci et apprend beaucoup des personnes présentes. Elle souhaite aujourd'hui continuer son combat et espère des électeurs une prise de conscience patriotique car Marine est la seule à pouvoir et à vouloir préserver notre pays de l'hydre mortifère de l'union européenne et à défendre notre identité si menacée.



**Muriel Coativy**

Avocate de formation et mère de 4 enfants, Muriel COATIVY, 51 ans, vit à Lyon et ses environs depuis son adolescence. Très vite, dès le lycée puis en marge de sa vie professionnelle au sein du cabinet d'avocats Arthur Andersen International, Muriel s'est engagée dans la vie associative locale et plus particulièrement dans le domaine de l'enfance ; elle a toujours pris grand plaisir à mettre en œuvre des projets nouveaux en se mettant au service des autres. En 2010, Muriel COATIVY a naturellement poursuivi son dévouement bénévole en s'engageant politiquement. En adhérant au Front national, elle a trouvé LA famille politique qui lui a donné envie de porter avec enthousiasme, fierté et confiance les couleurs de la France. Aujourd'hui élue muni-

pale et régionale, Muriel COATIVY est en outre, en qualité de secrétaire départementale, chargée par Marine Le Pen de la dynamique du Front national sur le Rhône. Elue conseillère régionale en 2015, les occasions ne lui ont pas manqué depuis pour partir à la découverte de cette belle région Auvergne Rhône-Alpes et de ses enjeux. Particulièrement investie dans les commissions Montagne et Environnement, développement durable et énergie, ce mandat permet à Muriel COATIVY et ses collègues frontistes de rappeler l'importance de l'approche environnementale du Front national dans son programme général et sa spécificité : l'excellence environnementale peut et doit rimer avec patriotisme économique.

**...C'est même à ça qu'on les reconnaît !**



**Une mention particulière pour Anissa Khedher... Questionnée sur la manière dont se mettra en œuvre la promesse de diviser par deux le nombre d'enfants par classe dans les écoles en zone Rep+, Anissa Khedher propose de "mettre des paravents" pour doubler le nombre de salles de cours. Le 18 juin elle est élue député...**



**Patrick Mignola, vice-président de Laurent Wauquiez, tête de liste MoDem, qui ralliera sans aucun complexe le camp Macron. Le 18 juin il est élu député...**



**En Marche !**

**M'JID EL GUERRAB**  
Frappe avec son casque de moto et envoie sa victime à l'hôpital en soins intensifs

**LAETITIA AVIA**  
Mord un chauffeur de taxi car elle refuse de payer 12 euros de course, puis se prétend victime

**Contactez-nous... REJOIGNEZ-NOUS !**  
04 26 73 41 07  
fn@auvergnerhonealpes.eu

**Stanislas Chavelet**

Né en 1970 le long de la Loire, c'est dans le Pacifique sud que j'ai eu la chance de passer toute ma jeunesse. De retour en métropole, fasciné par l'art et la culture française, j'ai fait mes études supérieures à l'Ecole Nationale des Beaux-arts de Lyon.

Mon service militaire accompli, je me suis lancé dans la vie active comme entrepreneur dans diverses activités (plasturgie, réhabilitation des beaux-arts...) et comme cadre dans un grand groupe commercial. Je me suis frotté à la réalité économique tant du commerce que de l'industrie. Comme père de famille nombreuse, je sais tant le bonheur que les soucis d'une telle responsabilité. La famille est pour moi un univers sacré qui doit être sanctuarisé.

Mon profond attachement à la France et à son peuple s'est identifié à la vision politique de Marine Le Pen. Convaincu de la sincérité de ses propos, j'ai décidé d'adhérer au Front National au mois de mai 2013. Nommé secrétaire départemental du Puy de Dôme au mois de mars 2016, j'ai été élu dans le Puy de Dôme conseiller régional Auvergne-Rhône-Alpes aux dernières élections régionales.



Auvergne&Rhône-Alpes.fn - La Région patriote  
 Directeur de la publication : Christophe Boudot  
 Directeur de rédaction : Sylvain Roussillon  
 Rédacteurs : Groupe FN et élus  
 Bulletin à parution périodique  
 Imprimerie Saint-Joseph - Lyon  
 1 esplanade François Mitterrand, 69002 Lyon  
 Crédits Photos : CR AURA et Droits réservés  
 Bulletin d'information des élus du Groupe FN Auvergne & Rhône-Alpes  
 Ne pas jeter sur la voie publique

[www.fn-aura.fr](http://www.fn-aura.fr)  
<https://twitter.com/GroupeFnAURA>  
[www.facebook.com/GroupeFnAURA](https://www.facebook.com/GroupeFnAURA)  
<https://plus.google.com/>